

DÉCLARATION LIMINAIRE CAP ADJOINTS ADMINISTRATIFS DU 28 AU 29 SEPTEMBRE 2011

L'UNSa Justice s'étonne qu'aucun dossier de titularisation pour la DPJJ ne soit inclus aux documents de cette CAP. Nous exigeons la remise sur table de ces dossiers.

Quid de l'avancé du dossier pour le 8^{ème} échelon de l'échelle 6.

L'UNSa Justice dénonce que lors de nombreuses rencontres avec les fonctionnaires, a constaté une véritable souffrance au travail vécue par nos collègues “dans le silence” due à une surcharge de travail.

L'UNSa Justice dénonce sans nul doute que la volonté du Ministère d'améliorer les conditions de travail de nos collègues paraît dérisoire, du fait des départs en retraite non remplacés et des postes laissés vacants lors des dernières CAP.

Il est évident qu'aujourd'hui la devise du ministère est “travailler toujours plus pour gagner moins”, ce qui peut engendrer un état de lassitude et de révolte chez les fonctionnaires.

L'UNSa Justice face à l'administration a pour objectif principal la défense des droits de tous les fonctionnaires et la lutte contre toutes les inégalités.

L'UNSa Justice reste mobilisée sur la revalorisation du statut des Adjointes Administratifs en ce qui concerne :

- la promotion au choix de C en greffier dans les Services Judiciaires concomitant au greffier actuel et non sur les propositions inacceptables de l'administration concernant le nouvel espace statutaire (NES),

L'UNSa Justice ne cesse de réclamer depuis la création des corps communs l'ouverture du dossier sur l'indemnitaire car les personnels en attendent une harmonisation.

L'UNSa Justice souhaiterait savoir où en est le dossier.

L'UNSa Justice interroge l'administration en ce qui concerne les élections professionnelles :

1/ pour les fonctionnaires participants au dépouillement du 20 octobre 2011, l'administration prendra-t-elle en charge les frais de repas et de déplacement ?

2/ concernant les récupérations et/ou paiements des heures afférentes à ce dépouillement seront-elles décidées au niveau national au applicables aux chartes de temps ?

L'UNSa Justice souhaite savoir l'avancement du dossier sur les plates formes interrégionales.

